



## Le féminisme en 2019, pourquoi ? (mais surtout comment ?) par Catherine Côté

*En mars 2017, pour l'édition spéciale de L'Amnésique sur les femmes, j'avais écrit un billet d'opinion : [Le féminisme en 2017, pourquoi ?](#) Deux ans plus tard, j'ai décidé de me reposer la même question. Pourquoi, en 2019, le féminisme est-il toujours pertinent... mais aussi, comment devrait être notre lutte féministe ?*

J'aime les chiffres. Mais ceux concernant les violences faites aux femmes et les violences sexuelles, je ne les aime pas vraiment. Plutôt, ils me terrifient. En janvier dernier notamment, Radio-Canada (2019) publiait un article rapportant les résultats de l'*Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation*, comme quoi une fille ou une femme est tuée chaque deux jours et demi au Canada. Cela signifie qu'en 2018, ce sont 148 filles et femmes qui ont été assassinées au pays. 148 filles et femmes dont le droit de vie ou de mort a été décidé par quelqu'un d'autre, un homme dans la majorité des cas. Cela signifie aussi qu'entre les dates de publication de mes deux articles, ce sont environ 300 filles et femmes qui ont été assassinées au pays. Et plusieurs doutent de la pertinence qu'a le féminisme encore de nos jours. Mais peut-on vraiment dire que l'égalité hommes-femmes est atteinte dans un pays où tant de femmes sont assassinées, presque chaque jour, chaque semaine, chaque mois ?

Si les féminicides sont de plus en plus médiatisés, tout comme les crimes à caractère sexuel, il faut savoir que ce sont seulement 5% des crimes sexuels qui sont rapportés à la police (JURISTAT, 2014, dans CALACS, s.d.). Par ailleurs, selon Statistiques Canada (2010), parmi les victimes adultes de crimes sexuels, on compte 92% de femmes contre seulement 8% d'hommes (dans Institut national de santé public du Québec, s.d.). Chez les enfants victimes également, les fillettes sont surreprésentées, étant victimes dans 78% des cas (Étude canadienne sur l'incidence des cas de violence et de négligence envers les enfants (ECI), 2008, dans Institut national de santé public du Québec, s.d.). Quant au portrait des agresseurs, 96,8 % sont des hommes (Sécurité publique, 2013, dans CALACS, s.d.). Par ailleurs, si seulement 5% des crimes sexuels sont rapportés à la police, il faut savoir que ce ne sont que 3 plaintes sur 1000, soit 0.3%, de l'ensemble des plaintes pour agressions sexuelles qui se soldent par une condamnation (L'Actualité, 2017). Finalement, selon les données policières du Québec et du Canada, plus des deux tiers (68,3 %) des adultes victimes d'infraction sexuelle déclarée à la police connaissaient l'auteur présumé de l'infraction. 19,8% des présumés responsables étaient effectivement un conjoint ou ex-conjoint, un ami ou ex-ami intime (dans CALACS, s.d.). Devant ces statistiques disproportionnelles, comment peut-on affirmer avec conviction que l'égalité entre les hommes et les femmes est bien atteinte ?

Plusieurs s'imaginent que les luttes féministes sont devenues inutiles en raison du progrès déjà parcouru. En effet, les femmes travaillent, elles ne font plus que s'occuper des tâches ménagères et des enfants, elles peuvent conduire et ont généralement une certaine autonomie financière. Mais il faut garder en tête que l'égalité n'est pas pour autant acquise. Les femmes travaillent, c'est bien vrai, mais ce sont encore majoritairement elles qui détiennent la charge mentale du travail domestique et des enfants, cette charge de « travail invisible » s'ajoutant au travail rémunéré qu'elles effectuent déjà. Les femmes travaillent, mais malgré la loi sur l'équité salariale, elles gagnent toujours moins à travail égal. Les femmes travaillent, mais qui détient le pouvoir ? Qui détient les postes importants ? Seulement sur les conseils d'administration, on comptabilisait 19,8% de femmes en 2013 et 28% des CA ne comptait aucune femme en 2008 selon le Conseil du statut de la Femme (2016). Certains évoqueront l'argument des intérêts ou compétences pour justifier la proportion choquante de femmes aux postes de pouvoir. Mais il faut savoir que les intérêts, tout comme les compétences, sont hautement appris par la façon dont nous sommes socialisés enfant. Apprend-on davantage aux garçons qu'aux filles à devenir leaders ? Cela semble plausible.

En tant que féministes, outre reconnaître l'importance qu'a le féminisme encore de nos jours, il faut aussi reconnaître comment notre lutte devrait être menée. Au-delà de la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, le féminisme doit aussi porter comme message l'égalité entre toutes les femmes, et reconnaître qu'il existe plusieurs luttes à l'intérieur même de la grande lutte féministe. C'est la base même de l'intersectionnalité, soit la reconnaissance que différentes femmes peuvent être victimes de discriminations ou d'oppressions sur plusieurs fronts. Le fait d'être à la fois une femme et d'appartenir à une minorité culturelle, linguistique, religieuse ou sexuelle ou encore vivre avec un handicap ou dans une classe sociale inférieure, entre autres, peut ainsi mener à plusieurs formes de discrimination.

Par exemple, il faut reconnaître que les femmes autochtones vivent de la discrimination sur plusieurs fronts, et qu'elles sont davantage victimes de violences. En effet, si les femmes autochtones ne représentent que 5% de la population du Canada, elles représentaient toutefois, en 2018, 36% des femmes et des filles tuées par la violence au Canada (Fédération des femmes du Québec, dans CALACS, s.d.). Par ailleurs, en octobre dernier, un article de Radio-Canada (2018) rapportait que depuis l'entrée au pouvoir de Justin Trudeau en novembre 2015, ce sont 125 femmes autochtones qui ont été soit assassinées dans des circonstances tragiques, soit portées disparues. Le nombre de ces meurtres violents et disparitions entre 1980 et 2012 serait de 1 181 selon la GRC, alors que les organismes sur le terrain qui travaillent avec ces populations estiment plutôt ce nombre à plus de 4000 (Hébergement Femmes Canada, 2017). Par ailleurs, une étude réalisée par l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) a révélé que les homicides de femmes autochtones sont moins susceptibles d'être résolus, l'étant dans seulement 53% des cas contre 84% pour l'ensemble des homicides au Canada (AFAC dans Hébergement Femmes Canada, 2017).

Les femmes autochtones ne sont pas les seules à vivre de la discrimination ou de la violence de façon amplifiée. C'est aussi le cas des femmes vivant avec un handicap physique ou

cognitif, qui sont deux à trois fois plus souvent victimes de violence que les femmes sans handicap. Ce sont 60% des femmes en situation d'handicap qui subissent une ou plusieurs formes de violences (RAFH Canada dans Hébergement Femmes Canada, 2017). Les femmes immigrantes, réfugiées ou sans statut vivent également davantage de violence, et à cela s'ajoute une forme particulière de violence, qui consiste en des menaces de signalement à l'immigration et la crainte d'une éventuelle déportation (Hébergement Femmes Canada, 2017).

La violence est aussi plus grande chez les femmes issues de la diversité sexuelle. En effet, on signale que les femmes qui s'identifient comme lesbiennes ou bisexuelles sont 3 à 4 fois plus susceptibles de signaler des expériences de violence conjugale récente (au cours des 5 dernières années) en comparaison aux femmes hétérosexuelles (Hébergement Femmes Canada, 2017). Toujours selon Hébergement Femmes Canada (2017), en ce qui concerne les personnes transgenres, elles sont deux fois plus susceptibles de signaler des incidents de violence par un partenaire intime en comparaison aux femmes cisgenres.

Malgré la violence et les barrières structurelles auxquelles les femmes caucasiennes, capables, cisgenres et hétérosexuelles sont confrontées au quotidien, il faut reconnaître qu'il existe un effet multiplicateur de la violence et de la discrimination chez certaines catégories de femmes. La lutte féministe doit donc être empreinte d'empathie et de solidarité, mais surtout d'empowerment, en reconnaissant à toutes les femmes le droit de se battre pour leurs propres enjeux et en sachant s'épauler et être un.e allié.e sans s'accaparer les luttes des autres.

Tout comme les hommes impliqués dans le mouvement féministe doivent le faire, les femmes qui vivent uniquement de la discrimination sexiste doivent reconnaître leur(s) privilège(s), tout en continuant de se battre pour l'égalité et en épaulant les femmes qui vivent de la discrimination sur plusieurs fronts. La lutte féministe, en 2019, doit s'adapter à la population hétérogène qui compose notre société : elle se doit d'être intersectionnelle.

*Texte révisé par Marie-Ève Desjardins*

Références :

- Bouchard, S. et Marcoux, M-J. (2016). Portrait statistique égalité femmes-hommes. *Conseil du Statut de la Femme*. Repéré à [https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait\\_national\\_egalite\\_2016.pdf](https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait_national_egalite_2016.pdf)
- Hébergement Femmes Canada. (2017). Les chiffres: Violence faite aux femmes et aux filles au Canada. Repéré à [http://fede.qc.ca/sites/default/files/upload/documents/publications/hfc\\_les\\_chiffres\\_vff.pdf](http://fede.qc.ca/sites/default/files/upload/documents/publications/hfc_les_chiffres_vff.pdf)
- ICI Radio-Canada. (2019). Une femme ou une fillette tuée tous les deux jours et demi au Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1149971/meurtre-femmes-feminicide-canada-2018-etude>
- ICI Radio-Canada. (2019). 125 femmes autochtones disparues et assassinées depuis l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1129168/125-femmes-autochtones-disparues-et-assassinees-depuis-l-arrivée-au-pouvoir-de-justin-trudeau>
- Institut national de santé public Québec (s.d.). Trousse média sur les agressions sexuelles. Repéré à <https://www.inspq.qc.ca/agression-sexuelle/comprendre/statistiques-ampleur-adultes>
- L'Actualité. (2017). 3 agressions sexuelles déclarées sur 1 000 se soldent par une condamnation. Pourquoi ? Repéré à <https://lactualite.com/societe/2017/10/19/3-agressions-sexuelles-declarees-sur-1-000-se-soldent-par-une-condamnation-pourquoi/>
- Regroupement québécois des CALACS (s.d.). Les agressions sexuelles, c'est non. Ensemble réagissons ! Repéré à <http://www.rqcalacs.qc.ca/statistiques.php>
- Source de l'image :<https://blackvoicesuw.wordpress.com/2016/11/08/how-intersectional-feminism-took-a-back-seat-for-the-2016-election/>